

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**  
**TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**

**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

Cabinet de LECLERCQ Sabine

Dossiers n° N° RG 21/00212 et n°21/00211

N° Portalis DBYB-W-B7F-NALU

Minute n° : 21/00047

**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA  
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN  
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE  
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 25 Février 2021 à 09h53

Nous, Sabine LECLERCQ, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français sans délai avec interdiction de circulation d'un an, émis par le préfet de l'Hérault le 29 janvier 2021 à l'encontre de [REDACTED] ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par M. LE PREFET DE L'HERAULT le 19 Février 2021 à l'encontre de :

**M. [REDACTED]**  
**né le 18 Décembre 1989 à AVAD (ROUMANIE)**  
**de nationalité Roumaine**

notifiée à l'intéressé le 22 Février 2021 à 9h35 ;

Vu la requête de M. [REDACTED] en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 23 février 2021 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le même jour à 12h37 ;

Vu la requête de M. LE PREFET DE L'HERAULT en date du 23 Février 2021 reçue et enregistrée le 23 Février 2021 à 14h27 tendant à la prolongation de la rétention de M. [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur Eric AFFORTIT, dûment habilité ;

en présence de Mme Dana IANOVICI interprète en langue roumaine, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier, *le greffe n'étant pas parvenu à trouver un interprète en langue des signes comme demandé par le retenu (cf. PV de carence).*

M. [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Maître Victor TELES, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

### **DEROULEMENT DES DEBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

**M. [REDACTED] déclare par le truchement de l'interprète :**

ça fait 14 ans que je suis en France, toute ma famille est ici et mes amis. Je ne trouve pas ça normal. Quand je me suis fait interpellé il n'y avait pas de traducteur en langue des signes. J'ai un appartement, j'ai une attestation de sourd et muet. J'ai travaillé pendant 2 ans à Narbonne dans les espaces verts avant mon incarcération. De mai 2018 et pendant deux ans. Je travaillais à Narbonne plage.

**L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;**

Sur le défaut de notification de ses droits dans une langue qu'il comprend

Je me désiste de ce moyen, puisqu'aujourd'hui on peut voir à l'audience que monsieur peut lire sur les lèvres de l'interprète en langue roumaine.

**L'avocat du retenu soutient la requête en contestation de la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative formée par son client ;**

Je m'en rapporte à la requête de forum réfugié.

**Sur question de la présidente, pouvez vous expliquer pourquoi vous ne vous êtes pas présenté à la convocation en justice ?**

**Réponse de M. [REDACTED] déclare par le truchement de l'interprète :**

les éducateurs m'ont dit que j'ai reçu une lettre et ils m'ont dit que j'étais condamné. J'attendais une date et j'ai reçu

**Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés, sur la contestation du placement en rétention et sur le fond :**

La rétention ne prend effet à partir du moment de la notification de l'arrêté de placement.

Sur l'interpellation et le défaut de notification au Procureur  
il a été fait, une mention est faite dans le PV de la prise en charge

Les délégations de signature sont au dossier.

Monsieur c'est soustrait à deux reprises aux mesures d'éloignement. Il a déclaré une adresse sans justificatif.

L'audition de monsieur a été faite par un interprète en langue roumaine, il n'est pas constaté sa prétendu surdité. On ne connaît pas le taux de surdité. Dans toutes ses auditions il a été assisté d'un interprète en langue roumaine. Il y a aucune pièce justifiant qu'il serait devenu muet.

Son casier judiciaire fait état de 9 condamnation pénale. Il ne peut bénéficier d'une assignation à résidence. Il s'est soustrait à deux reprises au mesure d'éloignement. Il présente un contrat de travail de 2018, on ne sait pas si le contrat est toujours d'actualité. Il ne produit pas non plus de quittance de loyer.

Le tribunal administratif a rejeté le recours de monsieur.

Nous sommes dans l'attente de réservation d'un nouveau vol.

## **MOTIFS DE LA DÉCISION**

### **I- SUR LA RÉGULARITÉ DE LA DÉCISION DE PLACEMENT EN RETENTION**

Attendu que l'article L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, modifié par la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 - art. 65, prévoit :

"I. - L'autorité administrative peut prendre une décision d'assignation à résidence à l'égard de l'étranger qui ne peut quitter immédiatement le territoire français mais dont l'éloignement demeure une perspective raisonnable, lorsque cet étranger :

1° Doit être remis aux autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne en application des articles L. 531-1 ou L. 531-2 ;

1° bis Fait l'objet d'une décision de transfert en application de l'article L. 742-3 ou d'une requête aux fins de prise en charge ou de reprise en charge en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride ;

2° Fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ;

3° Doit être reconduit à la frontière en exécution d'une interdiction judiciaire du territoire prise en application du deuxième alinéa de l'article 131-30 du code pénal ;

4° Fait l'objet d'un signalement aux fins de non-admission ou d'une décision d'éloignement exécutoire prise en application de l'article L. 531-3 du présent code ;

5° Fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français prise moins d'un an auparavant et pour laquelle le délai pour quitter le territoire est expiré ou n'a pas été accordé ;

6° Doit être reconduit d'office à la frontière en exécution d'une interdiction de retour sur le territoire français, d'une interdiction de circulation sur le territoire français ou d'une interdiction administrative du territoire ;

7° Ayant fait l'objet d'une décision d'assignation à résidence en application des 1° à 6° du présent article ou de placement en rétention administrative en application de l'article L. 551-1, n'a pas déféré à la mesure d'éloignement dont il fait l'objet ou, y ayant déféré, est revenu en France alors que cette mesure est toujours exécutoire (...) ;

Attendu que l'article L. 551-1 du même code modifié par la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 - art. 29, prévoit :

"I. - Dans les cas prévus aux 1° à 7° du I de l'article L. 561-2 (*cas dans lesquels l'étranger peut être assigné à résidence*), l'étranger qui ne présente pas de garanties de représentation effectives propres à prévenir le risque mentionné au 3° du II de l'article L. 511-1 (*risque que l'étranger se soustraie à l'obligation de quitter le territoire français*) peut être placé en rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, pour une durée de quarante-huit heures, en prenant en compte son état de vulnérabilité et tout handicap.

II.-(...) Le risque non négligeable de fuite peut, sauf circonstance particulière, être regardé comme établi dans les cas suivants :

1° Si l'étranger s'est précédemment soustrait, dans un autre Etat membre, à la détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile ou à l'exécution d'une décision de transfert ;

2° Si l'étranger a été débouté de sa demande d'asile dans l'Etat membre responsable ;

3° Si l'étranger est de nouveau présent sur le territoire français après l'exécution effective d'une mesure de transfert ;

4° Si l'étranger s'est soustrait à l'exécution d'une précédente mesure d'éloignement ;

5° (Abrogé) ;

6° Si l'étranger, aux fins de se maintenir sur le territoire français, a contrefait, falsifié ou établi sous un autre nom que le sien un titre de séjour ou un document d'identité ou de voyage ;

7° Si l'étranger a dissimulé des éléments de son identité, la circonstance tirée de ce qu'il ne peut justifier de la possession de documents d'identité ou de voyage en cours de validité ne pouvant toutefois suffire, à elle seule, à établir une telle dissimulation ;

8° Si l'étranger qui ne bénéficie pas des conditions matérielles d'accueil prévues au chapitre IV du titre IV du livre VII ne peut justifier du lieu de sa résidence effective ou permanente ;

9° Si l'étranger qui a refusé le lieu d'hébergement proposé en application de l'article L. 744-7 ne peut justifier du lieu de sa résidence effective ou permanente ou si l'étranger qui a accepté le lieu d'hébergement proposé a abandonné ce dernier sans motif légitime ;

10° Si l'étranger ne se présente pas aux convocations de l'autorité administrative, ne répond pas aux demandes d'information et ne se rend pas aux entretiens prévus dans le cadre de la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile ou de l'exécution de la décision de transfert sans motif légitime ;

11° Si l'étranger s'est précédemment soustrait aux obligations prévues aux articles L. 513-4, L. 552-4, L. 561-1, L. 561-2 et L. 742-2 ;

12° Si l'étranger a explicitement déclaré son intention de ne pas se conformer à la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile ou à la procédure de transfert (...) ;

Attendu en l'espèce que M. [REDACTED] a fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français prise par le Préfet de l'Hérault en date du 29/01/2021, notifié le 04/02/2021, pour laquelle le délai pour quitter le territoire n'a pas été accordé ; que l'intéressé a été placé en rétention au centre de rétention administrative de Sète le 22/02/2021, à son élargissement du centre pénitentiaire de Béziers ;

Attendu que l'arrêté contesté est signé de Madame Valérie GRASSET, qui avait délégation du préfet de l'Hérault pour ce faire, ainsi qu'il ressort de l'arrêté n° 2020-01-155 du 1<sup>er</sup> octobre 2020 figurant

dans les pièces communiquées avec la requête ;

Attendu que le préfet n'est pas tenu dans sa motivation de faire état de tous les éléments de la situation personnelle de l'intéressé dès lors que les motifs positifs qu'il retient suffisent à justifier le placement en rétention ;

Attendu au cas présent que l'arrêté mentionne que M. [REDACTED], muni d'un passeport valide, déclare une adresse 2 place des Pyrénées à Narbonne dont il ne peut justifier, qu'il ne dispose pas en conséquence d'un domicile fixe et stable sur le territoire français ;

que l'arrêté a donc bien été pris dans l'un des cas prévus aux 1° à 7° du I de l'article L. 561-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, permettant le placement en rétention dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vertu de l'article L. 551-1, quand l'étranger ne présente pas de garanties de représentation effectives propres à prévenir le risque qu'il se soustraie à l'obligation de quitter le territoire français ;

Attendu par ailleurs que l'état de vulnérabilité de M. [REDACTED] a bien été examiné par l'autorité administrative, qui relève qu'il n'a présenté aucune observation de nature à faire obstacle à son éloignement ni ne justifie d'un état de santé incompatible avec une mesure d'éloignement vers la Roumanie bien qu'il déclare bénéficier de l'aide handicapé et présente une carte mobilité inclusion ;

que la contestation du placement sera en conséquence rejetée ;

## **II- SUR LA PROLONGATION DE LA MESURE DE RETENTION**

### **Sur les moyens de nullité :**

Attendu que le placement en rétention administrative ne prend effet que lors de sa notification à la personne qui en fait l'objet ;

qu'il est inopérant en conséquence de soutenir que la décision de placement serait illégale pour avoir été prise à une date antérieure à l'élargissement de l'intéressé ;

que le moyen sera rejeté ;

Attendu en ce qui concerne l'avis au procureur, qu'il a été donné dès la prise en charge de M. [REDACTED] à sa sortie du centre pénitentiaire le 22/02/2021 à 08 heures 30, ce qui ressort des mentions du procès-verbal de prise en charge et transport du SPAF de Sète ;

que le moyen sera rejeté ;

## **III- SUR LA DEMANDE D'ASSIGNATION A RESIDENCE :**

Attendu que M. [REDACTED] remplit désormais les conditions d'une assignation à résidence, puisqu'il a préalablement remis à un service de police ou à une unité de gendarmerie un passeport roumain en cours de validité, et justifie d'un domicile fixe et certain sur le territoire français par la production à l'audience ce jour d'un contrat de bail du 16/10/2020 signé par son curateur l'ATAM 11 ;

qu'il sera fait droit à sa demande d'assignation à résidence ;

Attendu que la requête du préfet en prolongation de la rétention sera corrélativement rejetée ;

**PAR CES MOTIFS :**

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**DÉCLARONS** la décision prononcée à l'encontre de M. [REDACTED] régulière ;

**REJETONS** la requête en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative formée par M. [REDACTED] ;

**REJETONS** les moyens de nullité de la procédure ;

**DISONS** n'y avoir lieu au maintien en rétention de M. [REDACTED] dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire ;

**ASSIGNONS à résidence** M. [REDACTED], pour une durée maximale de vingt-huit jours, à l'adresse suivante : **2 rue des Pyrénées 11000 NARBONNE** ;

**DISONS** que M. [REDACTED] devra se présenter trois fois par semaine au commissariat de police de NARBONNE, les vendredi, lundi et mercredi, et pour la première fois le 26 février 2021 en vue de l'exécution de la mesure d'éloignement ;

**RAPPELONS** à l'intéressé qu'en application de l'article L.624-1 du CESEDA, tout étranger qui, faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion, d'une mesure de reconduite à la frontière, d'une obligation de quitter le territoire français, d'une interdiction administrative ou judiciaire du territoire, se sera maintenu irrégulièrement sur le territoire français sans motif légitime, après avoir fait l'objet d'une mesure régulière de placement en rétention ou d'assignation à résidence ayant pris fin sans qu'il ait pu être procédé à son éloignement, sera puni d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que M. [REDACTED] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

**INFORMONS** M. [REDACTED] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 25 Février 2021 à 12 h 13

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention,



**Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 25 Février 2021 :**

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,



**Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 25  
Février 2021 à 18 h 15 ,  
Le greffier,**



**Nous, Aurélie BRYL, déclarons ne pas interjeter appel de la présente décision,  
Le procureur de la République,**

  


**Aurélia BRYL**  
Substitut du Procureur de la République

**Constatons que le 25 Février 2021 à 18 h 24 , le procureur de la République n'a pas interjeté  
appel de la présente décision,  
Le greffier,**





Victor TELES

*Avocat*

06 83 91 34 82

Victor.teles@outlook.fr

5 rue Henri GUINIER

34000 MONTPELLIER



Affaire : [REDACTED] / Préfecture de l'Hérault  
Audience JLD 25.02.21 9h30

## CONCLUSIONS COMPLEMENTAIRES

### POUR :

**Monsieur [REDACTED]**, de nationalité roumaine, né le 18 décembre 1989 à Avad (ROUMANIE)  
Retenu actuellement au CRA de Sète

**Ayant pour Avocat Maître Victor TELES**, Avocat au Barreau de Montpellier, 5 rue  
Henri Guinier, 34 000 MONTPELLIER

### CONTRE :

**La Préfecture de l'Hérault**

---



## **I. FAIT ET PROCEDURE**

---

M. [REDACTED] est entré en France en 2013.

Il est titulaire d'un passeport roumain valide jusqu'en 2029.

Il dispose depuis le 20 octobre 2020 d'un logement au 2, place des Pyrénées, 11000 NARBONNE

Il n'a plus de famille en Roumanie et a au contraire ses attaches familiales en France.

Il travaille au sein de l'ESAT (établissement et service d'aide par le travail) « La Clape » auprès du gestionnaire, l'AFDAIM depuis le 4 juin 2018.

Le 30 octobre 2020, M. [REDACTED] a été écroué au Centre pénitentiaire de Béziers pour une peine d'emprisonnement de 5 mois suite à la condamnation prononcée le 28 avril 2020 par la Cour d'appel de Montpellier.

Le 4 février 2021, il aurait été notifié d'une obligation de quitter le territoire français sans délai de départ volontaire assorti d'une interdiction de circulation d'un an.

Le dossier a été audience au tribunal administratif de Montpellier le 23 février 2021 à 9h30.

Le 19 février 2021 a été pris une décision de placement en rétention.

Le 22 février 2021, la levée d'écrou a eu lieu à 9h55.

Le 22 février 2021, M. [REDACTED] a fait l'objet d'un placement au CRA de Sète.

M. [REDACTED] est sous curatelle renforcée depuis le jugement rendu le 24 février 2020 par le tribunal judiciaire de NARBONNE pour une durée de 60 mois, au profit de l'association APAM11.

Le 23 février 2021, le Préfet de l'Hérault demande la prolongation de la rétention.

---

## II. DISCUSSION

### II.1. SUR L'INTERPELLATION ET LE DEFAUT DE NOTIFICATION AU PROCUREUR

L'article L. 552-1 du CESEDA dispose que :

*« La décision de placement est prise par l'autorité administrative, après l'interpellation de l'étranger ou, le cas échéant, lors de sa retenue aux fins de vérification de son droit de circulation ou de séjour, à l'expiration de sa garde à vue, ou à l'issue de sa période d'incarcération en cas de détention. Elle est écrite et motivée. Elle prend effet à compter de sa notification à l'intéressé. Le procureur de la République en est informé immédiatement (...) »*

Annulation de la décision de placement prise la veille de la fin de période de détention (ordo JLD de Montpellier du 18.06.16, n°16/00614)

**En l'espèce, d'une part** la décision de placement en rétention a été prise le 19 février 2021 pour une levée d'écrou au 22 février 2021.

Elle n'a donc pas été prise à l'issue de sa période d'incarcération.

La décision de placement est donc illégale.

**D'autre part**, aucune preuve n'est apportée quant à la notification du placement en rétention au procureur de la République.

La décision est donc illégale.

M. [REDACTED] sera libéré.

### II.2. SUR LE DEFAUT DE NOTIFICATION DE SES DROITS DANS UNE LANGUE QU'IL COMPREND

M. [REDACTED] est atteint de surdité, constaté par médecin (Pièce n 5 – Médecin)

Or, il est constant qu'aucune des décisions (OQTF, Placement en rétention, Notification des droits) n'a été notifiée à l'aide d'un interprète en langue des signes, mais par un interprète en langue roumaine.

Ce défaut vicie la procédure et conduira à la remise en liberté de M. GABOR.

### II.3. SUR LA DEMANDE D'ASSIGNATION A RESIDENCE

M. [REDACTED] justifie de garanties de représentation solides et stable :

- Un passeport valide jusqu'en 2029 ;
- Une adresse à Narbonne avec bail et justificatif de domicile ;

- Une famille présente à proximité (père, tantes)
- Un travail ;

Cette adresse avait été communiquée à la Préfecture qui ne l'a pas pris en considération, si ce n'est pour émettre des doutes sur sa réalité.

Alors que le bail date du 20 octobre 2020 et justifie d'une facture d'électricité jusqu'à février 2021.

M. [REDACTED] peut donc être assigné à résidence, il bénéficie de garantie en ce sens.

M. [REDACTED] sera alors libéré.

---

**PAR CES MOTIFS**

Il est demandé au Juge des Libertés et de la Détention de :

- **REJETER** la requête de M. Le Préfet de l'Hérault
- **ORDONNER** la remise en liberté de M. [REDACTED]
  - **A défaut**, **ORDONNER** l'assignation à résidence de M. [REDACTED]

A Montpellier,  
Le 25 février 2021  
Me Victor TELES